

De Gaulle – Malraux

Paul-Marie de LA GORCE

« De Gaulle-Malraux : retour vers la grandeur », *Espoir* n°111, 1997

“A ma droite, j’ai ou j’aurai toujours André Malraux.”

Depuis que le général de Gaulle a écrit cette phrase, inlassablement citée depuis, sur son compagnonnage avec André Malraux, ceux qui ont connu les deux hommes ou en ont parlé ont été fascinés par l’étrange aventure que furent pour eux leur rencontre, leur dialogue, leur complicité.

Voici plus de dix ans l’Institut Charles-de-Gaulle y avait d’ailleurs consacré trois journées d’études. Historiens, biographes, philosophes, n’ont pas cessé, depuis, d’y revenir. Mais aujourd’hui que le siècle va s’achever, on peut y porter un autre regard : anecdotes et détails ont pris leur place, qui est réduite, et ce que les deux hommes ont dit et fait, séparément ou ensemble, reçoit désormais l’éclairage du temps de même que s’effacent les polémiques, les flagorneries, les antipathies, les arrière-pensées trop partisans et les témoignages trop intéressés. Ce qui apparaît alors, c’est l’essentiel : le parcours à la fois intellectuel et politique, de deux hommes aux prises tous deux, avec les aventures et les défis de ce siècle.

Rien de plus éclairant, déjà, que leur entrée dans leur vie d’homme. De Gaulle a dix ans de plus que Malraux. Evoquant sa jeunesse, aux premières années du siècle, et sa vocation des armes, il écrit, en commençant ses Mémoires de guerre : “Au début du siècle apparaissent les prodromes de la guerre. Je dois dire que ma prime jeunesse imaginait sans horreur à l’avance cette aventure inconnue. En somme, je ne doutais pas que la France dût traverser des épreuves gigantesques, que l’intérêt de la vie consistait à lui rendre, un jour, quelque service signalé, et que j’en aurais l’occasion”. Tant de choses sont dites, ici, en si peu de mots. Le pessimisme historique qui habitera de Gaulle, presque toujours semble-t-il, se manifeste d’emblée : la guerre va venir, il n’en doute pas. Mais l’histoire qui s’annonce ne sera pas celle où se succéderont régulièrement batailles et traités suivis de quelques arrangements territoriaux, respectant les principaux équilibres et ménageant entre eux de plus ou moins longues périodes de paix : de Gaulle le pressent. Au contraire, pour lui, viennent “des épreuves gigantesques” : le mot n’est pas choisi au hasard par un auteur par ailleurs si soucieux de mesure et d’écriture classique. C’est la fascination des tempêtes qui, déjà, transparait ici. Torrent, catastrophe, drame, tragédie, effondrement et renaissance : c’est ce que de Gaulle discerne dans l’avenir et qui seront des “épreuves gigantesques”. Se voyant destiné à les affronter, il se veut à l’avance “l’homme des tempêtes”, comme on l’appellera plus tard. Mais, de surcroît, il n’éprouve, devant cet avenir tumultueux, ni recul, ni frayeur. Au contraire, il l’imagine “sans horreur” – et c’est un extraordinaire aveu quand il l’écrit après deux guerres mondiales. Plus encore, il reconnaît qu’il le “magnifiait à l’avance”.

Le voici donc au lendemain de la Grande guerre, à vingt-huit ans, chargé déjà de la terrible expérience de deux années d’un conflit sans mesure, exaspéré d’avoir été tenu à l’écart de l’aventure par ses blessures et sa captivité pendant deux années encore, mais naturellement porté à croire que les “épreuves gigantesques”, ne sont pas achevées et qu’il va devoir les affronter. L’Histoire, en somme, a confirmé ses prévisions de jeune homme et répondu à son attente, mais tout le porte à penser qu’elle ne va pas s’en tenir là et qu’elle lui réserve de nouvelles tempêtes, à lui-même, à sa génération, à son pays.

A cette date, Malraux a dix-huit ans. Bientôt, il se fera, très délibérément, réformer pour ne pas faire de service militaire. Il a déjà décidé d'être un grand écrivain. Il découvre avec passion les nouveaux courants littéraires en ce qu'ils expriment une certaine sensibilité de l'immédiat après-guerre par le rejet des lourdes disciplines morales qui accompagnent toujours les grands conflits. Il a dix-neuf ans quand il publie des articles sur André Breton, prophète et incarnation du mouvement surréaliste, André Salmon, les origines de la poésie cubiste. Tenté par les provocations et discernant le comique caché et parfois grotesque de la vie – qu'il appellera "farfelu" – il publie des textes caractéristiques de cet état d'esprit comme *Lunes en papier* et, dans la revue non-conformiste *Action*, le *Journal d'un pompier du jeu de massacre*.

C'était durant l'été 1921. A cette date, de Gaulle avait déjà tenté de vivre de nouvelles aventures. A Varsovie, il avait vu l'un des premiers épisodes de ce conflit Est-Ouest qui occupera plus tard toute la scène du monde, quand les dirigeants bolcheviks, cherchant désespérément à sortir de leur forteresse de Russie et convaincus que les prolétariats d'Europe occidentale suivraient leur exemple, voulurent y rallier la Pologne. Là, il avait été aussi témoin du choc entre l'appel à une révolution internationale et la réponse d'une réalité nationale et vérifié que celle-ci se révélait la plus forte. En apparence donc, rien de commun entre le destin de ces deux hommes, de Gaulle et Malraux. Mais c'est que l'Histoire offre alors deux voies à l'Europe d'après-guerre. D'un côté, la perspective de nouvelles "épreuves gigantesques", avec la révolution qui frappe aux portes, le cataclysme économique et financier, et par conséquent aussi social et moral qui frappe l'Allemagne, les menaces de revanche qui s'esquissent, l'instabilité des nouveaux Etats danubiens et balkaniques, le nouveau partage des Empires coloniaux avec les âpres rivalités qui en résultent et surtout les premiers craquements qui annoncent leur future mise en cause. C'est à cet avenir que de Gaulle se prépare. Mais un autre s'offre aussi, avec la paix rétablie, la révolte des générations nouvelles et celle de bien des rescapés contre les effrayantes boucheries des années précédentes, la liberté retrouvée après les pesantes censures, les autocraties abattues en même temps que les vieilles monarchies, les changements en profondeur de la société, l'émancipation des femmes, le renversement des dogmes établis et des tabous imposés, la transformation des mœurs et, au loin, cette "grande lueur à l'Est" qui s'appelle Révolution, soit qu'on s'en inspire, soit qu'on y voit seulement un appel à changer le vieux monde. C'est la voie où Malraux s'engage résolument. Et il est vrai que ces deux voies s'offraient à l'Europe et qu'il a dépendu de la sagesse des hommes ou de leur folie qu'elles mènent au règne progressif de la paix et de la liberté ou qu'elles conduisent à de nouvelles catastrophes.

Ces divergences de l'Histoire recèlent, pourtant, un fond commun. Car au-delà du pessimisme foncier que l'on trouve d'un côté et de la formidable jouissance de vivre qui apparaît de l'autre, un même sentiment prévaut alors : celui de l'écroulement de l'Europe. On peut reconnaître ici aux philosophes, aux essayistes, aux romanciers, aux poètes, plus de lucidité qu'aux personnages de la scène politique européenne qui croient encore qu'ils sont le centre du monde et les dépositaires d'une puissance incomparable, alors que vingt ans suffiront à les précipiter dans une guerre qu'ils n'auront pas empêchée et dont ils n'auront vu ni prévenu les conséquences et qui verront le triomphe de deux Empires extérieurs à l'Europe. Oswald Spengler annonce alors *Le déclin de l'Occident*. Paul Valéry, de sa plume élégante, fait part tranquillement d'une mort éventuelle : "Nous autres civilisations, savons maintenant que nous sommes mortelles". Nietzsche avait proclamé déjà "la mort de Dieu" et l'on verra combien il compta dans l'itinéraire intellectuel de Malraux. Mais ceux-là mêmes qui n'y croient pas ressentent l'expérience effrayante de la Première Guerre mondiale comme la faillite des idées dominantes du siècle précédent qu'étaient la croyance aux bienfaits de la science, le progrès

de l'humanité, les avancées des sociétés occidentales, le message universel de l'Europe. Quelques années plus tard, de retour d'Asie, Malraux, dans *La Tentation de l'Occident*, résumera cette impression d'écroulement : "Il y a l'illusion perdue d'une culture européenne et la démonstration de l'impuissance de la connaissance à sauver quoique ce soit ; il y a l'idéalisme difficilement vainqueur, profondément meurtri, responsable de ses rêves".

De Gaulle, esprit classique, toujours soucieux de mesure, comme il vient de le montrer dans son premier livre, *La Discorde chez l'ennemi*, où il a dénoncé justement, dans la conduite de la guerre par l'Etat-major allemand, la mégalomanie et les prétentions excessives, bref, la démesure, n'est pas porté, sans doute, au vertige de l'écroulement de l'Europe. A l'écart des courants littéraires et philosophiques, même s'il y est attentif, il échappe évidemment aux modes. Mais nous savons qu'il est sensible aux bouleversements de l'Europe, à l'affaiblissement profond de la France, à la crise commençante des Empires, à l'émergence de nouvelles puissances sur d'autres continents, comme en témoigne, par exemple, le rôle décisif de la puissance économique américaine dans la victoire alliée à laquelle il consacre une longue étude. Au-delà des changements qui s'annoncent dans la société, dans les sensibilités entre les relations entre Etats et entre classes, les fissures du vieil édifice européen, annoncent les crises du siècle et, chacun à sa manière, de Gaulle et Malraux les entrevoient.

L'un s'y prépare en servant dans une armée qui fut, comme il devait l'écrire, "une des plus grandes choses du monde", et dont il entrevoit maintenant les failles, mais qui lui paraît encore le rempart qui empêchera la France d'être submergée par les tempêtes à venir. L'autre quitte l'Europe, à laquelle l'histoire du monde ne se résume pas, et part à la recherche passionnée des autres civilisations. C'est pour lui, et pour nous qui l'avons lu ensuite, une aventure incomparable et qui va dominer toute sa vie tant il est vrai que l'art est à ses yeux l'instrument suprême par lequel les hommes ont échappé au destin qui les écrase et à la mort qui les attend. "L'art", écrit André Brincourt, le meilleur commentateur de Malraux, "l'art qui s'offre comme une victoire sur l'angoisse, le silence, l'ensevelissement, l'oubli". Mais cette recherche, on le sait, le conduit en Indochine et, passagèrement en Chine, et ce fut l'occasion d'un nouveau choc avec l'Histoire : la rencontre avec la révolte des peuples dominés. Les circonstances importent peu, dans cette rencontre, c'est la vision qui en ressort, chez Malraux, qui va compter pour lui et pour toute sa vie. C'est une révolte contre le mépris des dominateurs envers les colonisés, contre la force myope qu'on cherche à imposer comme solution de tout, contre la répression bornée de toute manifestation de liberté, de protestation, de contestation. C'est une expérience décisive en ce sens qu'elle commence alors et ne s'arrêtera plus jamais.

Il est remarquable qu'à cette date Malraux ne mette pas en cause la présence française, loin de là. Mais alors que l'administration cherche à limiter autant que possible la croissance de cadres autochtones, il suggère qu'on doit au contraire discerner dans le peuple colonisé "quelles qualités de résistance, de vigueur et d'énergie peuvent se cacher afin de les lier à (la) cause (du colonisateur)". C'est l'égalité qui est d'abord la première revendication de ceux qui protestent contre l'ordre colonial : "Qu'on nous accorde la même loi que les Français et nous ne demandons pas mieux que de vivre sous l'égide de la France. La loi française pour tous", peut-on lire dans le numéro 1 de *L'Indochine enchaînée* que Malraux édite avec son ami Paul Monin. Mais il pressent déjà qu'on ne fera rien en ce sens : "Cette rumeur qui monte de tous les points de la terre d'Annam" écrit-il lui-même, "cette angoisse qui depuis quelques années, réunit les rancunes et les haines dispersées, peut devenir le champ d'une terrible moisson". Quelques années plus tard, tirant les conséquences de l'immobilisme suicidaire de la colonisation, il affirme dans *Marianne*, en octobre 1933 : "Personnellement, ayant vécu en

Indochine, je ne conçois pas qu'un Annamite courageux soit autre chose que révolutionnaire". Et, parlant des militants politiques du Vietnam, il prophétise avec lucidité : "Ils commenceront à faire de l'organisation clandestine et ils attendront que la guerre éclate en Europe".

Dans l'intervalle, de Gaulle est arrivé au Levant en novembre 1929. Il y constate l'impuissance relative de la colonisation à transformer le Liban et la Syrie, et plus encore à se l'attacher. A le lire, son pessimisme paraît lui dissimuler les réalisations accomplies et les efforts indiscutables menés par certains des représentants de la France pour doter les deux mandats d'institutions d'où sortiront les responsables que la France pourrait avoir comme interlocuteurs – et qu'hélas elle refusera si longtemps. Mais, en tout cas, il ne cite qu'un nom pour en faire l'éloge, celui du futur général Catroux qui, justement, se situe dans la perspective d'une émancipation progressive des mandats au profit de populations que l'on aura orientées délibérément vers les relations avec la France. Plus encore, de Gaulle saisit l'occasion d'une fin d'année à l'université Saint-Joseph de Beyrouth pour appeler la jeunesse libanaise à un avenir d'indépendance : "C'est une patrie que vous avez à faire, leur dit-il carrément... il vous appartient de construire un Etat". Et il les exhorte aux "lourds devoirs de la liberté".

Impressionnante convergence entre deux hommes que rien encore n'a réunis, dont les expériences se situent à des milliers de kilomètres de distance et qui ne se connaîtront pas avant de longues années. Mais c'est la lucidité qui les réunit. Bien des différences séparent le Levant de l'Indochine, d'ordre juridique, politique, historique et culturel : mais, ici comme là, c'est le régime colonial qu'il faut mettre en cause. C'est le risque de drames futurs qu'il faut entrevoir si l'on ne prend pas le chemin des changements nécessaires et bientôt urgents. C'est aussi, semble-t-il, le même sentiment de la précarité de la domination française. Peut-être est-elle encore plus nette chez de Gaulle que chez Malraux. Dans une conférence sur les troupes coloniales, il avait déjà suggéré, à l'encontre du conformisme général qui régnait alors, que celles-ci se battraient d'autant mieux qu'elles le feraient pour la France mais, en même temps, pour leurs propres pays d'origine dès lors que leur existence aurait été admise. Au Levant il discerne la précarité d'un régime auquel le mandat devrait, de toute façon, fixer un terme. Mais il ira bien plus loin encore, quand, en écrivant *Du Prestige*, l'un des thèmes du *Fil de l'épée*, il évoquera, à propos des tâches innombrables de l'armée, dans toutes les colonies d'Afrique, d'Amérique, d'Océanie et d'Asie, "ces soldats d'un Empire qui, sans eux, s'écroulerait aussitôt". Bien peu, alors, mais Malraux en était, partageaient cette impitoyable lucidité.

Vient le temps de la grande convergence historique qui va conduire de Gaulle et Malraux l'un vers l'autre et, à partir de là, les associer jusqu'au terme de leur vie. C'est le temps où la plus grande crise de l'histoire du capitalisme ravage tous les pays industriels, ruinent les chances qui furent brillantes durant quelques années – de la République de Weimar et amène Hitler au pouvoir. L'historiographie de la période de la guerre froide et celle des "trente glorieuses" années d'expansion de l'après-guerre, ont trop fait oublier l'indissoluble lien entre la crise des années trente et le succès du national-socialisme en Allemagne. Il faut en prendre pleinement la mesure aujourd'hui pour comprendre comment l'antifascisme, et très précisément l'antinazisme, n'étaient pas séparables dans l'esprit de bien des contemporains de l'anticapitalisme, c'est-à-dire, en un certain sens, de l'idée de révolution. Quoiqu'il en soit, Malraux et de Gaulle, chacun de leur côté, vont réagir aux événements qui annoncent la plus grande tragédie du siècle.

Pour de Gaulle, il s'agit évidemment d'une brusque accélération dans le cours d'une évolution qui conduit à la restauration de la puissance allemande. Il y voit la confirmation de ses craintes et certainement aussi des jugements sévères qu'il porte, dans sa correspondance et dans ses notes personnelles, sur la politique de réconciliation européenne que Briand a menée pendant sept années de suite au Quai d'Orsay. Il n'y voyait que concessions fâcheuses et reculs dangereux là où bien d'autres voyaient au contraire la seule et grande tentative de paix qui pouvait écarter le risque d'un nouveau conflit porteur d'effroyables épreuves pour les peuples allemand et français, pires encore que celles qu'ils avaient connues de 1914 à 1918. Rien ne peut trancher ce débat historique sinon qu'il fut dépassé, irrémédiablement, par la transformation radicale de la situation de l'Allemagne après l'arrivée de Hitler au pouvoir, alors même que, du côté français, beaucoup s'efforcèrent de poursuivre envers l'Allemagne une politique de paix qui, en réalité, n'avait plus de fondement et ne portait plus d'espoir.

Pour de Gaulle, en tout cas, le danger qu'il redoutait ne fait que s'aggraver et il faut y faire face. Ce serait pourtant une erreur de ne voir ici que la simple manifestation d'une germanophobie renforcée. Sans doute était-il, comme toute sa génération, marqué par la primauté du conflit franco-allemand depuis 1870. Mais il était trop attentif à l'Histoire pour ignorer qu'il n'y a pas, entre les nations, d'alliances éternelles ni d'ennemis héréditaires et qu'elle est une succession sans fin de conflits qui s'achèvent et d'autres qui vont surgir. Dans son premier livre, *La Discorde chez l'ennemi*, il parle de l'Allemagne avec une objectivité rigoureuse, dégagée de tous les clichés germanophobes qui étaient alors à la mode et, bientôt, dans un autre ouvrage, il fera des deux peuples, le Français et l'Allemand, un portrait parallèle où aucun des deux ne paraît l'emporter sur l'autre. En revanche, le spectre de l'Allemagne hitlérienne et l'ombre qu'elle étend sur l'Europe entière vont conduire de Gaulle à de nouvelles approches politiques, à l'extérieur comme à l'intérieur. Ce sera naturellement pour lui une raison nouvelle et décisive de faire avancer la conception qu'il mûrissait déjà sur la formation d'une "force mécanisée" où il voit l'instrument d'une réplique foudroyante et victorieuse de la France au cas où l'Allemagne tenterait de renverser l'ordre européen au centre, à l'est ou au sud-est du continent : on sait que telle fut la tâche qui l'accapara durant toutes les années suivantes.

Mais il y voit un nécessaire complément à l'extérieur. L'Europe est ainsi faite que l'Allemagne ne peut être contenue que si elle l'est sur deux fronts : telle était l'implacable leçon de 1870 où elle fut victorieuse et de 1914 où elle ne le fut pas. Si la France devait la combattre à l'Ouest, il fallait qu'elle eut un allié à l'Est. Il est remarquable que de Gaulle n'ait pas alors partagé les illusions d'un bon nombre de responsables politiques et militaires français qui croyaient que les Etats nés des traités de 1919, groupés ou non dans la "Petite Entente", et en particulier la Pologne, pourraient jouer ce rôle. Était-ce l'effet de son expérience polonaise de 1920 ou tout simplement une juste appréciation de la faiblesse de ces Etats dont aucun n'avait atteint, et de loin, le rang de puissance industrielle ? Toujours est-il qu'il n'a eu aucune hésitation sur l'importance vitale d'une alliance avec l'Union soviétique, comme il l'explique sans ambages dans une célèbre lettre à sa mère où il écrit : "Tout ce qui peut nous aider contre l'Allemagne est bon à prendre, même les forces militaires russes... Il faut avoir le courage de regarder les choses en face. Tout doit être en ce moment subordonné à un seul plan : grouper contre l'Allemagne tout ceux qui lui sont opposés, pour quelque raison que ce soit". Ce choix fondamental oppose déjà de Gaulle à ceux qui, à tout prix et à tout risque, privilégient l'antisoviétisme et l'anticommunisme sans prendre garde aux conséquences stratégiques désastreuses pour la France qui en résulteraient irrémédiablement. C'est un choix qui le conduit déjà sur les positions que Malraux va prendre et exprimer au

même moment, à sa manière, mais, comme on va le voir, dans un autre esprit et avec d'autres perspectives.

En même temps, de Gaulle, face au péril de l'Allemagne hitlérienne et à ce qu'il représente à tous égards, s'engage, comme par la force des choses, dans la voie qui le conduira plus tard au coeur des choix politiques français. Détourné inévitablement de ceux que fascinent les expériences fascistes, conçues par eux comme rempart contre les risques de révolution, comme de ceux qui, pour d'autres raisons, veulent une entente avec l'Allemagne à n'importe quel prix, il prend pour interlocuteurs ceux qui, au contraire, se dressent contre le nouveau danger. Il se lie, dès 1935, avec Paul Reynaud, ce libéral que L'Action française traîne quotidiennement dans la boue et qui se fera l'avocat, sur ses conseils, du "corps cuirassé" et plaidera pour l'alliance avec l'Union soviétique. Il connaît Philippe Serre, parlementaire de tendance démocrate-chrétienne, qui défendra aussi les idées contenues dans Vers l'Armée de métier et qui incarne, avec d'autres, la résistance au fascisme dans les rangs du catholicisme français. Il va trouver d'autres défenseurs de ses conceptions stratégiques à gauche plus encore qu'à droite et, dans ses Mémoires de guerre, il citera parmi eux Léo Lagrange, secrétaire d'Etat aux Loisirs dans le premier gouvernement du Front populaire, autant que Jean Le Cour Grandmaison.

Plus significative encore fut la démarche qu'il fit lui-même auprès de Léon Blum, naguère adversaire déclaré des thèses contenues dans Vers l'Armée de métier, et devenu président du Conseil. De cet homme, que la presse conservatrice vilipendait en termes d'une rare violence, de Gaulle n'éprouvant à son égard aucun préjugé, espéra une prise de conscience. Il explique lui-même dans ses Mémoires de guerre qu'il y aurait eu une profonde logique à ce que le même esprit de changement s'applique à la société tout entière et aux institutions militaires, et que c'était là, sans doute, la chance de la France. "Dans le grand trouble qui agitait alors la nation, devait-il écrire, et que la politique encadrait dans une combinaison électorale et parlementaire intitulée : Front populaire, il y avait, me semblait-il l'élément psychologique qui permettait de rompre avec la passivité. Il n'était pas inconcevable qu'en présence du national-socialisme triomphant à Berlin, du fascisme régnant à Rome, la République française voulût, tout à la fois, transformer sa structure sociale et réformer sa force militaire". On sait que cet espoir fut déçu.

Mais, dans la voie qu'il empruntait, de Gaulle franchit un pas nouveau par le seul geste politique qu'on lui ait connu avant la guerre, discret mais significatif : l'adhésion aux "Amis de Temps présent". C'était un hebdomadaire aux caractéristiques très fortes : l'antifascisme vigilant, les préoccupations sociales, l'inspiration chrétienne, le respect de la laïcité, et il est significatif aussi que parmi ses éditorialistes on ait compté François Mauriac, Claude Bourdet, dont le rôle à la tête de la Résistance intérieure allait être éminent et Maurice Schumann, qui serait justement le porte-parole de la France libre. De Gaulle savait évidemment ce qu'il faisait en manifestant sa sympathie à ce journal et à cette équipe. Jean Lacouture n'a certainement pas tort de suggérer que, dans son opposition à l'Allemagne hitlérienne, il y avait au fond, chez de Gaulle, un autre enjeu que l'indispensable défense de la Patrie et la résistance au pangermanisme sous la forme affreuse qu'il avait revêtue avec Hitler et qu'il y avait trouvé aussi "la véritable cause à défendre, celle de la personne humaine".

Rien de plus logique alors que de voir de Gaulle réagir contre la non-intervention adoptée et pratiquée par les démocraties occidentales, France et Angleterre, face à la guerre civile d'Espagne. Il y voit clairement une erreur stratégique : la France n'aurait pas dû laisser s'établir sur les Pyrénées un régime soutenu par Hitler et Mussolini auxquels elle faisait face

déjà sur le Rhin et sur les Alpes. Il devait le confirmer en termes catégoriques à François Coulet qui en témoigna dans son livre de souvenirs, *Vertu des temps difficiles*, le citant en ces termes : “Il fallait soutenir les Républicains de toutes nos forces !... ? Nos rois ne s’y seraient pas trompés”. Et Geneviève de Gaulle en témoigne aussi en rapportant qu’en octobre 1938, retrouvant ses frères à l’occasion d’une réunion familiale, il exprime, en accord avec eux, son hostilité aux accords de Munich mais aussi à la non-intervention en Espagne. Sur ce dernier point il se retrouve assez naturellement à l’unisson de l’équipe de *Temps présent* et des personnalités catholiques qui s’élèvent contre le fascisme espagnol et dont l’indignation s’exprima, sous la forme la plus haute, avec Bernanos dans *Les Grands cimetières sous la lune*. Sur ce terrain, de Gaulle se retrouve enfin avec Malraux.

On sait avec quel éclat celui-ci prit parti contre le nazisme. C’est peu dire qu’il n’y fut pas conduit par germanophobie : au contraire, il éprouvait un profond attrait pour la culture allemande, la philosophie allemande, qu’il avait appris à connaître, semble-t-il, avec l’aide de sa première femme, Clara Malraux, elle-même issue d’une famille allemande de confession israélite. Nul doute qu’il ait partagé l’espoir d’une réconciliation définitive entre la France et l’Allemagne, durant les années vingt. Mais sa révolte contre les dominations coloniales, les injustices sociales caractéristiques de cette phase de l’histoire du capitalisme, faisait de lui un ennemi instinctif et définitif de cette forme paroxystique de toutes les oppressions : le nazisme. Il faut rappeler, encore une fois, que pour des hommes comme lui, sans nul doute, c’est le capitalisme, dans la crise sans précédent qu’il connaissait, qui était porteur des fascismes et en particulier du fascisme allemand. Il y avait donc chez lui, comme chez beaucoup d’autres, une rigoureuse logique à combattre le nazisme en même temps qu’à vouloir la révolution. Ce serait une erreur manifeste que de croire, comme une historiographie trop inspirée par les événements des années cinquante et soixante l’a suggéré, que Malraux ne s’est rapproché du mouvement communiste international que pour une sorte d’alliance stratégique et tactique contre l’Allemagne hitlérienne et les autres fascismes européens – somme toute, avec un vocabulaire différent et dans un autre cadre, comme Barthou, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Doumergue, le fait au même moment en préparant l’alliance franco-soviétique, ou comme Churchill le voudra bientôt. Malraux croit en la nécessité de la révolution, il la veut et il le dit.

Chez lui, à cette date, un sentiment égale en importance l’antifascisme et prévaut peut-être sur tout autre : l’internationalisme. On ne soulignera jamais assez ce fait connu de tous mais méconnu par la plupart : toutes ses oeuvres romanesques, à très peu près, se sont situées hors de France : au Laos dans *La Voie royale* et en Chine dans *Les Conquérants* et *La Condition humaine*, en Allemagne dans *Le Temps du mépris*, en Espagne dans *L’Espoir*, et son dernier roman, *Les Noyers de l’Altenburg*, a pour cadre la guerre plus que la métropole. Nul doute que dans l’entreprise communiste il ait été sensible à sa dimension mondiale, à la tentative d’unir les hommes de toutes nations dans un combat commun, par-delà toutes les frontières, mettant en jeu le destin de l’Humanité elle-même. Ce n’est certainement pas chez lui une préoccupation secondaire ou passagère et ce n’est ni le comprendre ni servir sa mémoire que d’occulter, d’affadir ou de déformer ce moment de son itinéraire philosophique et politique.

En tout cas, il n’attend pas pour prendre parti. Moins de deux mois après l’arrivée de Hitler au pouvoir, l’Association des écrivains et artistes révolutionnaires, qu’il préside avec André Gide, organise une réunion au siège du Grand Orient, rue Cadet. “Depuis dix ans, proclame-t-il alors, le fascisme étend sur l’Europe ses grandes ailes noires... Bientôt ce sera l’action, sang contre sang... Le fascisme allemand nous montre que nous sommes face à la guerre. Nous devons faire notre possible pour qu’elle n’ait pas lieu : mais nous avons affaire à des sourds,

nous savons qu'ils ne nous entendent pas ! A la menace, répondons par la menace, et sachons nous tourner vers Moscou, vers l'Armée rouge ! ” Presque tout le Malraux des années suivantes est contenu dans ces quelques phrases : c'est une guerre dans laquelle il est déjà engagé et les adversaires de l'Allemagne hitlérienne doivent avoir, à leurs côtés, l'Union soviétique. Par-là, Malraux se différencie complètement de la très grande majorité des antifascistes de la gauche française dont le pacifisme demeure le sentiment dominant et qui, jusqu'à la veille même de la guerre, continueront d'écarter toute préoccupation stratégique et militaire et toute participation directe à la préparation du conflit, du moins dans les milieux intellectuels et journalistiques et alors même que le gouvernement du Front populaire avait entamé un très sérieux effort de réarmement. Malraux, ici, fait preuve d'une grande lucidité et d'une détermination incomparable : sur l'inévitable nécessité d'affronter l'Allemagne hitlérienne les armes à la main et sur l'impérieux besoin d'une participation de l'Union soviétique et de l'Armée rouge à cette guerre.

Ce n'est pas seulement le choix politique et stratégique qui compte ici : c'est un engagement personnel. Et Malraux ne retrouve pas seulement de Gaulle dans ce choix, il le retrouve dans une pareille volonté d'agir, une véritable passion de l'action et de la participation à l'Histoire. Quand on l'écoute appeler à “l'action, sang contre sang”, on ne peut s'empêcher de se rappeler de Gaulle imaginant “sans horreur” la guerre qui vient, au début du siècle, alors qu'il “magnifiait à l'avance cette aventure inconnue”. Quand on voit Malraux décidé à se lancer sans attendre dans “l'action”, on se rappelle de Gaulle estimant que “l'intérêt de la vie” serait de participer aux “épreuves gigantesques” que la France allait traverser ou, tout simplement, à la citation de Faust que de Gaulle a placé en exergue du premier chapitre du Fil de l'épée : “Au commencement était le Verbe ? Non ! au commencement était l'Action”. Ce livre, du reste, où l'on a vu si souvent comme un autoportrait de l'auteur, on pourrait y trouver de très nombreux passages qui s'appliquent à Malraux, chaque fois qu'il y est question de la volonté d'agir, de l'inlassable tentative d'apporter sa marque aux événements, du rôle des hommes qui savent entraîner les autres, de la solitude où se trouvent ceux qui décident et commandent. Malraux, tel qu'il se révèle au moment où commence la grande histoire du combat contre les fascismes, est décidé à s'y plonger tout entier, à y mettre sa vie en jeu, à s'impliquer entièrement dans cette aventure et à y jouer le plus grand rôle. Dès lors, on peut dire qu'à cette date de Gaulle et Malraux, sans s'être connus encore, se sont déjà rencontrés.

Non pas que Malraux fut alors exactement ce qu'il sera quelques années plus tard quand leurs combats communs en auront fait, pour de Gaulle, un compagnon définitif. Il reste celui que hante le désir de révolution et pour qui la grande aventure communiste reste fascinante. De ce moment privilégié où il ne s'est pas encore dépris de ce désir ni de cette fascination, mais où il va s'engager bientôt dans les voies qu'il ne quittera plus, date Le Temps du mépris, ce livre envers lequel Malraux eut bien tort de vouloir prendre quelque distance. On sait qu'il met en scène les communistes allemands à l'heure où la terreur nazie revêt son épouvantable visage. C'est dans ce livre, paru en 1935, que l'on a peut-être la première révélation de l'univers concentrationnaire, de l'enfer nazi. C'est la première fois que l'Homme, sous les traits du militant communiste Kassner, est présenté face au mal absolu. Nietzsche, auquel Malraux se réfère si souvent, a fait dire à Zarathoustra : “Dieu est mort”. Mais il avait ajouté : “Le diable ne l'est pas”. André Brincourt rapporte cette confidence de Malraux : “Je revois le visage de Bernanos lorsque je lui ai dit des camps de concentration : Satan a reparu sur le monde”. Mais c'est aussi dans la préface du Temps du mépris que Malraux a parlé de l'Homme mieux peut-être que dans tout le reste de son œuvre : “Il est difficile d'être un homme. Mais pas plus de le devenir en approfondissant sa communion qu'en cultivant sa différence, et la première nourrit avec autant de force au moins que la seconde, ce par quoi l'Homme est Homme, ce par quoi il

se dépasse, crée, invente ou se conçoit”. Et c’est encore dans *Le Temps du mépris* que le personnage principal, Kassner, pour échapper au destin qu’il entrevoit, c’est-à-dire la folie et la mort, retrouve sa propre humanité, et la force qu’elle lui donne, en invoquant, dans sa cellule, Bach, Beethoven, les chants russes : ainsi Malraux allait-il, dans toute son oeuvre ultérieure, présenter l’art comme “anti-destin”, comme le moyen que les hommes ont trouvé d’échapper à l’Histoire et à la mort.